



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 26 janvier 2016

Monsieur le Président,

L'utilisation du terme « *nom de jeune fille* » étant toujours de mise dans certains documents officiels, je me permets par la présente et conformément à notre règlement interne de poser une question parlementaire y relative à **Madame la Ministre de l'Égalité des chances** et à **Monsieur le Ministre de la Fonction publique**.

Du fait que chaque personne n'a pour nom légal que le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du terme « *nom de jeune fille* » correspond à un usage qui n'a pas de fondement légal. En effet, ce n'est que par pure tradition que les femmes mariées adoptent le nom de l'époux en dehors du cadre législatif et administratif.

Néanmoins, certains formulaires administratifs font toujours une distinction entre le simple terme de « *nom* » et celui de « *nom de jeune fille* », voire « *nom marital* ». Il s'agit par exemple des demandes relatives à l'assurance pension auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Pension, de la déclaration d'entrée au Centre Commun de la Sécurité Sociale ou encore de la demande en obtention d'un permis de conduire auprès de la Société Nationale de la Circulation Automobile.

Pour ces raisons, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre et de Monsieur le Ministre :

1. Quelles sont les objectifs légitimes qui justifient l'utilisation des termes « *nom de jeune fille* » ou « *nom marital* » dans certains documents officiels, sachant que d'autres documents à caractère officiel n'en font plus mention ?
2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette distinction est contraire à l'égalité de traitement des hommes et des femmes, du fait que pour les hommes, le seul et unique terme « *nom* » est utilisé ?
3. Les autorités publiques ne devraient-elles pas passer en revue leurs formulaires et les adapter le cas échéant, afin d'abolir toute inégalité de traitement et de mettre en œuvre des règles uniformes en la matière ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Josée Lorsché



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Égalité des chances

No/réf : 3081 /mar
Affaire suivie par Maryse Fisch
Téléphone : 247-85825

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Service central de législation
Luxembourg

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

01 MARS 2016

Luxembourg, le - 1 MARS 2016

Concerne : Question parlementaire no 1735 de l'honorable députée Madame Josée Lorsché

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, la réponse commune du Ministère de l'Égalité des chances et du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative à la question parlementaire n° 1735 de l'honorable députée Madame Josée Lorsché.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Lydia Mutsch
Ministre de l'Égalité des chances



Réponse de Madame la Ministre de l'Égalité des Chances et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative à la question parlementaire n° 1735 du 26 janvier 2016 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant le nom légal

Dans sa question parlementaire N°1735 du 26 janvier 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché a constaté que dans certains documents officiels et formulaires administratifs, l'utilisation du « nom de jeune fille » est toujours de mise. Alors que chaque personne n'a pour nom légal le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du « nom de jeune fille » correspondrait à un usage qui n'aurait pas de fondement légal.

Dans ce contexte l'honorable Députée a posé les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des Chances et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative :

1. Quelles sont les objectifs légitimes qui justifient l'utilisation des termes « nom de jeune fille » ou « nom marital » dans certains documents officiels, sachant que d'autres documents à caractère officiel n'en font plus mention ?
2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette distinction est contraire à l'égalité de traitement des hommes et des femmes, du fait que pour les hommes, le seul et unique terme « nom » est utilisé ?
3. Les autorités publiques ne devraient-elles pas passer en revue leurs formulaires et les adapter le cas échéant, afin d'abolir toute inégalité de traitement et de mettre en œuvre des règles uniformes en la matière ?

En réponse aux questions précitées, nous informons l'honorable Députée que d'après l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, toujours en vigueur au Grand-Duché, « *aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance* ». Par ailleurs, aucune loi en vigueur au Grand-Duché ne dispose que l'épouse acquiert par mariage le nom du mari, de sorte que l'utilisation des expressions « nom marital » ou « nom de jeune fille » correspond donc effectivement à un simple usage non prévu par les textes législatifs ou réglementaires. C'est avant tout pour des raisons pratiques que les femmes mariées disposent d'un droit d'usage sur le nom de leur mari.

Il y a donc lieu de confirmer que chaque personne n'a qu'un seul nom officiel indépendamment de son sexe et de son statut matrimonial. Il s'agit du nom qui figure dans le registre de l'état civil.

Dans ce contexte, il convient toutefois de relever qu'une autorité étatique peut demander le nom de l'époux ou de l'épouse si cette information est nécessaire à l'exécution de ses missions. De même, la possibilité d'indiquer le nom du conjoint dans certains documents administratifs permet aux personnes qui le souhaitent de renseigner à la fois leur propre nom et celui de leur conjoint. Ainsi, l'article 12 (2) de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit que parmi les données reprises sur les cartes d'identité luxembourgeoises peuvent figurer « *le nom et, sur demande du titulaire, le nom du conjoint vivant ou prédécédé* ».

De manière générale, nous tenons à souligner que, depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, la majorité des administrations se sont alignées sur l'utilisation exclusive des noms officiels telle que

définis ci-dessus et ont abandonné l'utilisation du « nom de jeune fille » ou « nom de naissance ». Ainsi, sur la plateforme électronique MyGuichet, gérée par le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat, aucun formulaire ne fait en principe plus référence au « nom de jeune fille ».

Toutefois, et dans la mesure où, tout comme l'honorable Députée, nous estimons que la distinction entre « nom de jeune fille » et « nom » ne correspond plus aux usages d'une société moderne et ne devrait par conséquent plus figurer sur aucun formulaire administratif de l'Etat, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative propose de charger la Plateforme interministérielle de réforme et de simplification administrative à recenser d'éventuels formulaires administratifs prévoyant la terminologie précitée et d'inviter les administrations concernées à effectuer les adaptations nécessaires.